



**HAL**  
open science

**Note de lecture critique de l'ouvrage The new global politics of science: knowledge, markets and the State, Mats Benner (2018)**

Lucile Ottolini

► **To cite this version:**

Lucile Ottolini. Note de lecture critique de l'ouvrage The new global politics of science: knowledge, markets and the State, Mats Benner (2018). Réseaux: communication, technologie, société, 2019, 5 (217), pp.230-234. 10.3917/res.217.0230 . hal-02952341

**HAL Id: hal-02952341**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02952341v1>**

Submitted on 29 Sep 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

MATS BENNER, *THE NEW GLOBAL POLITICS OF SCIENCE: KNOWLEDGE, MARKETS AND THE STATE*. CHELTENHAM, UK, NORTHAMPTON, MASS., EDWARD ELGAR PUBLISHING, 2018, 232 P.

Lucile Ottolini

La Découverte | « Réseaux »

2019/5 n° 217 | pages 230 à 234

ISSN 0751-7971

ISBN 9782348054709

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-reseaux-2019-5-page-230.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**Mats BENNER, *The New Global Politics of Science: Knowledge, Markets and the State*. Cheltenham, UK, Northampton, Mass., Edward Elgar Publishing, 2018, 232 p.**

Par Lucile OTTOLINI

Le titre et la couverture de l'ouvrage ici recensé en évoquent un autre : *The New Political Sociology of Science: Institutions, Networks and Power* dirigé par Kelly Moore et Scott Frickel et paru en 2006. Si les deux livres partagent comme objet d'étude la description des rapports entre science et politique, les comparaisons s'arrêtent sans doute là. Alors que Kelly Moore et Scott Frickel proposent des études de cas embrassant des thématiques, disciplines scientifiques et enjeux politiques hétérogènes, Mats Benner poursuit l'objectif de soumettre au lecteur un récit global sur la manière dont la recherche et la connaissance sont gouvernées dans les sociétés contemporaines. Pour cela, son ambitieux travail de synthèse compare la manière dont « différents pays et régions traitent et articulent des enjeux similaires, particulièrement les principaux thèmes des politiques de recherche » (p. 21). Sa démarche se fonde notamment sur l'analyse des dépenses en R&D et de l'action des établissements scientifiques publics.

Les connaissances scientifiques sont ici abordées comme des objets permettant l'étude des enjeux politiques, sociaux et économiques des systèmes politiques contemporains. À partir de ce triptyque, Mats Benner propose une étude macrosociologique à laquelle il ajoute un soupçon d'« éléments critiques d'économie politique » (p. 169). Cherchant à dépasser l'analyse des seules actions étatiques, il propose de rendre compte de la globalisation à l'œuvre au sein des systèmes de connaissances existant aujourd'hui dans le monde.

Le premier chapitre, introductif, propose un riche retour sur l'histoire des études politiques du sujet, tenant compte des travaux de Daniel Greenberg (1967) comme du premier *Handbook of STS* (1977). Les influences marxistes, féministes et wébériennes du *Handbook* sont, selon lui, la cause de la séparation entre les deux sous-courants théoriques des *Science and Technology Studies* (STS) et des *Science and Technology Policies* (STP). Ce clivage serait encore à ce jour marqué par le manque de dialogue entre STS et STP. Mats

Benner précise ainsi son objectif : renouer un dialogue laissé jusqu'alors en suspens, en tenant ensemble le fil de ces deux sous-courants.

L'ambition intellectuelle et méthodologique est d'autant plus importante que la perspective se veut également historique. Un des apports du livre est alors la synthèse proposée de littératures grises et théoriques : les rapports produits par les institutions publiques de recherche sont relus conjointement aux travaux des STS et des STP. En huit chapitres et cent soixante-dix-sept pages, Mats Benner nous emmène ainsi explorer les politiques de recherche de cinq États et continents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours.

Le système de connaissances dans lequel nous évoluons actuellement est entendu par l'auteur comme moins centralisé, plus globalisé, aux ressources plus variées qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Du côté des puissances de ce système, la domination historique des États-Unis serait moins importante, même si elle a toujours de nombreux effets. Benner évoque un système globalisé, qu'il défend néanmoins d'être symétrique et homogène dans ses composantes. L'illustration la plus marquante de ce caractère globalisé serait l'actuelle difficulté des États-Unis de Donald Trump et du Royaume-Uni « post-Brexit » à renationaliser ressources et ambitions scientifiques (p. 150).

Dans les textes introductif et conclusif, l'auteur balise l'analyse par un important travail de définition. C'est un des apports cruciaux de l'ouvrage, ce travail théorique offrant au lecteur des clés pour la discussion et le débat sur la fresque proposée. Ainsi, l'auteur propose une définition pour la plupart des concepts mobilisés : régulation de la connaissance, État, politique, métagouvernance, régulation, institution et intérêts institutionnels... Sans pouvoir détailler chacun de ces points, nous pouvons revenir sur la définition de la « métagouvernance », centrale pour comprendre l'ambition de l'ouvrage. Pointée par l'auteur comme l'une des quatre tendances contemporaines des politiques de connaissances, elle est définie comme « la manière dont l'État moderne est composé et dont il aligne différentes missions et demandes, par son travail de gouvernance et de régulation sociale » (p. 17).

Les trois autres caractéristiques des politiques de connaissances contemporaines sont le rôle clé que la recherche joue dans la construction historique des États, l'alignement entre recherche et croissance économique (commercialisation de la science dans des articulations de plus en plus explicites), et enfin, la connexion aux processus sociaux, notamment au débat public, qui

se manifestent par la mise en discussion des sciences et techniques dans des espaces de délibération et de négociation. Ces quatre caractéristiques sont les thèmes analytiques développés systématiquement dans les études de cas (chapitres 2 à 7).

Le deuxième chapitre propose une première étude de cas : la Chine. Trois périodes d'influence politiques sont décrites. Depuis la fin de la colonisation anglaise jusqu'au début des années 1950, puis de l'autonomisation vis-à-vis de l'influence soviétique au début des années 1970, c'est finalement la trajectoire d'une des plus importantes croissances mondiales en activité de recherche qui est décrite. Un chiffre illustre particulièrement cette trajectoire : en 2019, la Chine sera, selon les projections de différents indicateurs (nombre de brevets, articles scientifiques, nombre de scientifiques, position dans les *rankings*), le plus important producteur scientifique, et cela malgré des dépenses publiques et privées inférieures aux États-Unis. Les incohérences et les risques qui pèsent sur le système de connaissance sont également pointés en fin de chapitre, tels que la concentration des ressources sur quelques institutions très performantes, qui produit un tableau très inégal entre les différentes institutions scientifiques chinoises.

Le troisième chapitre nous amène en Inde. Le système de connaissance est ici l'objet d'une transformation plus récente, datant de la fin des années 2000. De l'élargissement des secteurs de recherche au-delà de la défense, de l'espace et du nucléaire, on retient que, dans le contexte actuel de montée en puissance des classements internationaux, l'Inde a récemment développé ses propres indicateurs nationaux de classement des universités (2016). S'il est trop tôt pour en mesurer les effets, l'une des ambitions est de mieux répartir les ressources entre des établissements dont la capacité d'innovation est importante, et des établissements historiques. L'auteur est néanmoins critique sur la mise en place de ces indicateurs qui ne garantiraient pas, selon lui, de conférer une plus grande cohérence aux activités des universités.

Le quatrième chapitre est consacré à Singapour et Hong Kong, et il est le dernier consacré à l'Asie. Décrits en frères ennemis, les deux États ont calqué leurs politiques scientifiques sur leur stratégie socio-économique. Singapour et Hong Kong auraient optimisé le rôle de leurs systèmes de connaissance dans leur développement économique et social. Les deux systèmes constitueraient des modèles canoniques de « nouvelles politiques globalisées de connaissance », de par leur capacité de concentration sur des objectifs très finalisés, d'imbrication dans des systèmes politiques et économiques globalisés, malgré

leur manque d'inclusion sociale des habitants, et la faiblesse d'alignement de la recherche sur des défis sociaux locaux.

Le cinquième chapitre se tourne vers les États-Unis. Mats Benner résume le système de connaissance de ce pays à la concentration d'universités et de fondations privées de « haute performance », selon les standards dominants de l'évaluation internationale. Le fameux rapport de Vanevar Bush, *Science, the endless frontier*, ouvre le récit, en 1945, avec l'élargissement de l'important financement à la recherche fondamentale. Les politiques poursuivies sous les administrations Clinton, Bush et Obama sont aussi évoquées. De la succession des administrations depuis 1945 est dégagée la constance du rôle donné au système de connaissances au service de l'expansion du pouvoir de l'État, cela y compris au-delà de ses frontières géographiques.

Les sixième et septième chapitres s'intéressent à l'Europe. Le premier est consacré au passage en revue de la construction des politiques de connaissance par les institutions communautaires depuis le début de la construction de l'Union. On assiste à la création des instances européennes de recherche, d'abord l'*European Science Foundation*, en 1972 avec l'ambition de rivaliser avec son homologue américain, et plus récemment, l'*European Research Council* en 2007. Pour l'auteur, les politiques de la recherche européenne sont parmi les réalisations les plus abouties de l'ambition communautaire. Le septième chapitre se penche sur l'étude de cas de trois États centraux de l'Union : le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Les différents mécanismes de fonctionnement des systèmes de gouvernance scientifique viennent illustrer des positions différentes. La situation du Royaume-Uni est détaillée jusqu'après le « Brexit ». Selon Benner, la Grande-Bretagne tendrait à prendre la position d'un Singapour européen, par la concentration des ressources qu'elle confère à quelques institutions d'enseignement supérieures performantes, et par son soutien aux clusters de service.

Enfin, le chapitre conclusif revient sur la démarche méthodologique et conceptuelle suivie par l'auteur. Quatre dimensions de la gouvernance de la recherche dans les sociétés contemporaines sont alors soulignées : leur dimension continentale, leur interaction avec les autres systèmes (notamment économiques ou sanitaires), leur imbrication avec les marchés économiques (perceptible dans la privatisation des ressources et des produits) et leur dimension sociale (articulation sur le débat public et collaborations avec des porteurs d'enjeux sociaux).

Par l'analyse historique, l'auteur soulève un paradoxe dans ce dernier chapitre. Alors même que les politiques de recherche et d'expertise sont de plus en plus imbriquées dans la formation de l'État et la construction nationale, elles sont pourtant contestées. La conclusion de l'ouvrage revient sur l'affaiblissement de la domination américaine depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, et Mats Benner va jusqu'à nous proposer de premières interprétations des récentes évolutions politiques américaines et anglaises, tenant compte de la difficulté de renationaliser des systèmes qu'il pense définitivement globalisés.

L'ouvrage signé par Mats Benner offre en définitive une stimulante synthèse, qui n'est pas sans interpeller le lecteur. L'effort de discussion conjointe de la littérature des STP et des STS est à souligner, tout comme la boîte à outils, les définitions proposées par l'auteur sont à coup sûr à porter à son crédit. Malgré cela, l'ampleur de l'ambition descriptive est parfois incompatible avec une analyse détaillée des enjeux politiques et sociaux étudiés. Les évolutions et la multiplication des dispositifs participatifs dans le champ scientifique, les controverses et contestations techno-scientifiques, les relations entre mouvements sociaux et institutions scientifiques, pourraient être davantage explicitées et discutées. Sur le plan des enjeux sociaux de ces nouvelles politiques globalisées de la connaissance, on en apprend finalement peu, bien que l'ouvrage nous donne envie d'en savoir plus.

Lucile OTTOLINI  
LISIS (INRA/INERIS)  
lucile.ottolini@inra.fr